

VIE NOUVELLE FINANCES

Journal de l'union fédérale des retraité.e.s CGT FINANCES

Numéro 52 - Avril 2025

DOCUMENTAIRE
NO OTHER LAND

CHALÈS
FIN DE L'HISTOIRE

QUIBERON
5E CONFÉRENCE NATIONALE

la
cgt
retraité.es
FINANCES

SOMMAIRE

AVRIL

04 DOCUMENTAIRE

No other land

05 DOMAIN DE CHALÈS

La fin d'une histoire

06 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie I

09 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie II

11 DOCUMENT D'ORIENTATION

Partie III



MENTIONS LÉGALES :

Directeur de la publication :
Guy CARRIERE

Imprimé par : RIVET Presse édition
24 Rue Claude Henri Gorceix
87000 LIMOGES
Tél : 05 55 04 49 50

Commission paritaire : 0317 S 08364
N° ISSN : 2276-1063
UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DES FINANCES
CGT
263 rue de Paris
Case 540 - 93514 - Montreuil cedex
TÉL : 01 55 82 76 66
Courriel : ufr@cgtfinances.fr
PRIX 0,50 €
Internet : www.cgtfinances.fr

Prix : 0,50 €

Ont collaboré à la
rédaction de ce
numéro :

Guy CARRIERE
Jean-Louis CORVAISIER
Claude FERNANDEZ
Jean-Paul GIRARD
Alain GUICHARD
Fabienne JANNEAU
Dominique Micat

Patricia TEJAS
Odette TERRADE
Myriam THUEUX

Maquettage : Hélène
CANOT



ÉDITO

La course aux armements assèche les investissements et ne profitent qu'aux oligarques fabricants d'engins de mort de tous les pays et menacent l'humanité jusque dans son existence. Avec la même logique mortifère, les annonces gouvernementales sur la préparation de la guerre se sont brusquement accélérées ces dernières semaines. Nous assistons au retour du débat sur l'augmentation du budget militaire en écho à l'augmentation déjà prévue par la loi de finances de 100 milliards d'euros (2024/2030). Face à cette accélération, ne laissons pas la peur l'emporter sur la raison. Mettre en avant l'augmentation des dépenses d'armement n'est qu'un moyen de s'attaquer encore un peu plus à la Sécurité Sociale, à notre protection sociale et aux services publics.

La stratégie du « bouc-émissaire » est bien connue pour éviter de s'attaquer aux vraies causes de cette crise systémique du capitalisme mondialisé. Ainsi, cela fait plus d'une décennie que les retraités sont désignés comme responsables de tous les maux de la société. Les stigmatiser devient un sport gratifiant pour les libéraux de tout poil qui ne supportent pas qu'il puisse y avoir des personnes considérées à tort comme « improductives ».

Tout est bon pour décrédibiliser voire humilier les retraités :

- Ils et elles coûtent cher à la société,
- Leurs dépenses de santé sont 4 fois supérieures à celles des plus jeunes,
- Ils et elles sont plus souvent propriétaires que les autres ménages et économisent des loyers.
- Ils et elles sont responsables de la dette et coulent le pays...

Dernière proposition cynique en date : le gouvernement et le patronat veulent s'attaquer à l'abattement fiscal de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à l'alignement du taux de CSG sur celui des actifs et souhaitent désindexer les pensions de l'inflation pour y substituer une augmentation forfaitaire échelonnée selon les ressources.

A l'inverse, trouver des recettes pour financer notre système de Sécurité sociale solidaire, intergénérationnel et interprofessionnel, est bien à la portée de notre pays. Les leviers existent, mais voilà, il faut oser s'attaquer à l'appétit insatiable de la finance et du capital et de leur valet Emmanuel Macron.

Une gigantesque mobilisation du mouvement social est indispensable pour contrer cette énième attaque de notre système de Sécurité Sociale et protection sociale. Nous savons bien que la privation de recettes de la Sécurité Sociale est le cœur du problème et non ses dépenses, que son mode de financement par les cotisations sociales issues des richesses produites par le travail représente cette formidable avancée sociale voulue en 1945. Alors, plus que jamais, expliquons cela, défendons cette magnifique conquête et avançons nos propositions pour de nouvelles victoires permettant à chacune et à chacun une vie digne et heureuse quel que soit l'âge.

ACTIFS ET RETRAITÉS : MOBILISONS-NOUS POUR DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS IMMÉDIATS ET POUR PARTICIPER À LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ !



Documentaire

NO OTHER LAND

Le documentaire No Other Land, a été tourné avant le 7 octobre 2023, par un collectif israélo-palestinien de quatre activistes, comme un acte de résistance sur le chemin de la justice.

Basel Adra, un jeune militant palestinien, résiste depuis son enfance au déplacement forcé de son peuple par l'armée israélienne, à Masafer Yatta, village de Bédouins au sud d'Hébron en Cisjordanie, en vue de l'implantation d'une base militaire, vieux projet dûment validé par la Cour suprême.

Il filme la destruction systématique des villages de sa terre natale, la démolition des maisons et l'expulsion des habitants. Il se lie d'amitié avec Yuval, un journaliste israélien qui l'aide dans son combat. Leur amitié est fragilisée par le fossé qui sépare leurs vies : Basel est confronté à une oppression et à une violence constantes, tandis que Yuval jouit de la sécurité et de la liberté, notamment de ses déplacements.

L'intention de Yuval Abraham était de montrer le point de vue palestinien afin de sensibiliser les Israéliens, totalement

LA RÉSISTANCE DES PALESTINIENS À L'OCCUPATION AU QUOTIDIEN

ignorants de la situation dans cette zone, comme dans de nombreuses régions de Cisjordanie.

La propagande des gouvernements israéliens, relayée complaisamment et sans critique par les médias «grand public», nie la réalité de la lutte du peuple Palestinien contre la colonisation, l'occupation, l'effacement de son histoire, qui ont commencé dès 1948, bien avant les horreurs perpétrées le 7 octobre 2023.

Sélectionné dans la section « Panorama » du 74^e Festival International du film de Berlin, il y est présenté en première mondiale le 16 février 2024. Il remporte le prix du public Panorama du meilleur film

documentaire, le prix du meilleur documentaire de la Berlinale et l'Oscar du meilleur film documentaire lors de la cérémonie des Oscars le 2 mars 2025. Il n'est toujours pas distribué en salles aux États-Unis.

L'Association pour les droits civils en Israël a protesté contre l'annonce du ministre israélien de la Culture qui a appelé les institutions culturelles du pays à ne pas diffuser le film.

“ OSCAR LE 2 MARS 2025

Contrairement aux cris d'orfraie des pro-israéliens à la remise du prix, il n'y a pas une once d'antisémitisme dans ce film. La loi du plus fort ne peut pas justifier les mensonges les plus honteux. Elle ne peut rien contre la détermination, la fraternité, l'amitié. No Other Land mérite d'être vu aussi pour ses qualités d'humanité.



Domaine de Chalès

LA FIN D'UNE HISTOIRE

La vente du Domaine de Chalès a récemment suscité une large attention médiatique, souvent accompagnée d'informations erronées. Propriété de l'Odod (Oeuvre des Orphelins des Douanes) depuis 1948, ce domaine a été vendu le 13 novembre dernier, entraînant de nombreuses interrogations au sein de la communauté douanière et des militants de l'association. Cette décision, bien que difficile, était nécessaire pour assurer la pérennité financière de l'Odod, dont la mission est de venir en aide aux enfants des familles douanières.

1. Une situation financière insoutenable
Depuis 2015, le Domaine de Chalès était déficitaire, accumulant des pertes atteignant 13,9 millions d'euros d'ici 2023. En 2023 seulement, le déficit s'élevait à 1,3 million d'euros, principalement en raison des charges d'exploitation et d'entretien. Ces pertes financières pesaient lourdement sur les réserves de l'Odod, mettant en péril ses actions sociales. Face à la stagnation ou à la baisse des subventions de l'Administration, la vente du domaine était la seule solution viable pour assurer la survie de l'association.

2. Deux décennies de tentatives pour vendre le domaine.

La vente de Chalès ne s'est pas faite du jour au lendemain. Depuis plus de 20 ans, plusieurs tentatives ont été entreprises pour trouver un acheteur capable de préserver l'emploi sur le site et d'assurer la vocation sociale du domaine.

2012-2015 : Diverses études et partenariats ont été explorés avec des organisations telles que la Caisse des Dépôts et Consignations et le Village Club du Soleil, sans succès.

2014 : Faute de fréquentation suffisante,



© Bernard - stock.adobe.com // CGT Finances

l'internat de Chalès ferme ses portes.

2015 : Lors d'une assemblée générale, la vente du domaine est votée à 89% des voix, marquant le début d'une recherche active d'acheteurs.

2016-2017 : Plusieurs acheteurs potentiels (fonds d'investissement, groupes de tourisme) manifestent leur intérêt, mais les négociations échouent.

2018 : Un investisseur basé à Hong-Kong signe une promesse de vente, mais ne se présente pas lors de la signature définitive en 2019.

2020-2021 : La pandémie de Covid-19 gèle toute possibilité de vente et oblige l'Odod à fermer le site, entraînant un plan social pour les salariés.

2022 : Une société française intéressée se retire après l'entrée en vigueur de la loi ZAN, qui interdit toute construction ou démolition sur le site.

2023-2024 : Finalement, un nouvel acheteur se manifeste et l'offre est validée en février 2024. La vente est conclue le 13 novembre 2024.

Les nombreux obstacles (taille atypique du site, contexte sanitaire, réglementations strictes) expliquent la durée de ce processus.

3. Un prix de vente justifié
Contrairement à certaines affirmations, le domaine n'a pas été bradé. Plusieurs évaluations, notamment par France Domaine, ont permis de fixer un prix de vente cohérent avec la valeur du marché. De plus, la préfecture a validé l'opération, garantissant ainsi la transparence et l'équité de la transaction.

4. Un avenir financier stabilisé
Grâce à la vente, l'Odod retrouve un équilibre financier et peut désormais renforcer ses actions sociales. Dès 2025, des fonds supplémentaires seront alloués aux subventions pour les colonies et séjours éducatifs des enfants. L'association reste fidèle à sa mission d'aide aux orphelins, aux enfants en situation de handicap et au soutien scolaire.

Ainsi, loin de signer la fin de l'action sociale, la vente du Domaine de Chalès permet à l'Odod de se recentrer sur ses objectifs et d'assurer son avenir.



DOCUMENT

PARTIE I

1. NOUS AVONS TANT À FAIRE ENSEMBLE

3. Lorsque notre regretté Yvan DONNAT et des camarades retraités des Finances ont créé une Union fédérale des Retraité-es des Finances, ils avaient une triple ambition :

9. 1 - Porter auprès de Bercy l'ensemble des revendications des retraité-es des finances et de celles des retraité-es des établissements économiques et financiers,
15. qu'il s'agisse des pensions,
16. de la protection sociale, du logement et des droits sociaux,
18. culturels et sportifs.

19. 2 - Défendre la solidarité intergénérationnelle alors que tout est mis en œuvre pour mettre en opposition les retraités et les actifs.

24. 3 - Promouvoir la solidarité interprofessionnelle car les revendications de la Fédération des Finances concernent chaque retraité-e dans sa vie de tous les jours et concernent la société tout entière dans un projet ambitieux, novateur, conquérant.
34. Treize ans après notre à première conférence de Guidel, ces ambitions sont restées intactes mais l'aggravation de la situation politique, économique et sociale nous conduit à plus de détermination encore ce qui motive de renforcer le syndicalisme retraité-es aux finances comme dans toute la CGT.
45. **Oui, nous avons tant à faire ensemble !**

47. La globalisation capitaliste s'est aggravée et elle est marquée par les conflits armés dans le monde et par les crises politiques, économiques et sociales toutes plus violentes les unes que les autres?

54. **I - Un nombre grandissant de conflits armés dans le monde**
55. 59 conflits ont été enregistrés dans le monde dont près de la moitié (28) en Afrique
59. selon le rapport de l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (Prio).
61. La violence dans le monde n'a jamais été aussi élevée depuis la fin de la Guerre froide.
64. Des centaines de milliers de morts et de blessés ! Ce terrible bilan reste le troisième plus élevé depuis 30 ans. Après l'Afrique, les régions du monde les plus touchées par les conflits armés étaient l'Asie (17), le Moyen-Orient (10), l'Europe (3) et les Amériques.

73. Après trois ans de guerre en Ukraine, on constate un très lourd bilan humain, avec un million de morts ou de blessés ukrainiens et russes, mais aussi de graves conséquences démographiques puisque l'Ukraine a perdu environ 13 millions d'habitants sur 40 qui ont fui la guerre.
83. - La guerre menée par Israël à Gaza à la suite de l'attaque terroriste du Hamas présente des éléments caractéristiques d'un génocide, au vu des 46.334 victimes civiles recensées par l'ONU mais plus proche sans doute de 64.000 morts. 1.200 israéliens ont aussi péri dans cette guerre effroyable.
94. La trêve et la libération d'otages et de prisonniers

96. palestiniens est-elle durable ?
97. Nous craignons que non car le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu a un projet d'anéantir GAZA et probablement toute la Cisjordanie pour poursuivre le développement de la colonisation alors que Donald TRUMP veut « nettoyer » GAZA et chasser les Gazaouis
108. - Nous dénonçons les conditions d'existence mortifères imposées intentionnellement aux Palestiniens, a déclaré le Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes. La Cour pénale internationale a émis officiellement des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza occupée et contre un des dirigeants du Hamas pour les actes du 7 octobre 2023.
131. Nous poursuivrons donc notre lutte pour la paix et le désarmement partout dans le monde et nous combattrons l'économie de guerre qui se met en place.
137. Une économie de guerre, c'est une économie de la misère et de la destruction.
140. Alors que les budgets d'austérité succèdent aux budgets d'austérité, subitement, des dizaines, voire des centaines de milliards se mettent à être envisagés, en Europe et en

D'ORIENTATION

147. France, pour le réarmement.
148. Le monde n'a jamais été aussi surarmé : 2 443 milliards de dollars en 2023, en augmentation constante. En France, la loi de programmation militaire 2024/2030, votée il y a deux ans, prévoyait déjà une augmentation de 40 % du budget militaire à l'horizon 2030, pour un total de 400 milliards. Il est envisagé aujourd'hui de 90, voire 100 milliards annuels. Une fois de plus, Macron et le gouvernement envisagent de ponctionner les encours du livret A alors que les besoins en construction de logements sociaux n'ont jamais été aussi grands comme les besoins de rénovations énergétiques de logements sociaux qui sont des passoires thermiques. Même pris dans la poche des plus riches (ce qui a déjà été exclu par Macron), ces milliards manqueraient aux services publics et à la protection sociale. Même si elle n'est pas militaire, armée et envahissante, c'est une véritable guerre qui est menée contre le peuple Cubain. Malgré son courage, son intelligence et sa détermination, le peuple cubain a de plus en plus de mal à résister, mais il résiste. Il résiste mais il a plus que jamais besoin de toute l'aide internationale possible. Notre UFR soutient bien évidemment et devra s'associer à la grande campagne de solidarité menée actuellement par toute la CGT.

186. II - L'offensive du capitalisme mondialisé, des grands groupes industriels et financiers, des marchés financiers
187. Ils ont fait le choix de sacrifier des filières entières pour maintenir le taux de profit, comme l'alimentation, l'énergie, la chimie, la sidérurgie, le numérique ce qui a conduit à l'augmentation des taux de marge et donc des prix. L'inflation a miné les salaires et les pensions et, sous la pression des marchés financiers, les services publics ont été affaiblis ce qui

198. provoque la colère face aux difficultés
199. d'accès à la santé, aux transports, à l'éducation, à la justice ...
200. Un quart de la population en 2024 vit en dessous du seuil de pauvreté.
204. Dans son rapport (22 novembre 2025) le PAM (Programme Alimentaire Mondial) évalue que « 343 millions de personnes dans 74 pays sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Il s'agit d'une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière » A Gaza 1,9 million de personnes sont au bord de la famine, 91 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë, 16 % dans des conditions catastrophiques ; 170 millions en Afrique subsaharienne ; 88 millions en Asie et dans le Pacifique ; 40 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.
224. Le PAM estime que « 16,9 milliards de dollars permettraient d'atteindre 123 millions de personnes parmi les plus affamées dans le monde » alors que des milliards sont engloutis par les guerres. Chaque minute la guerre en Ukraine coûte plus d'un million d'euros.
234. L'unique perspective des capitalistes c'est de réaliser des profits qui proviennent de l'exploitation accrue des peuples du monde entier et des ressources de notre planète.
240. Un tel régime qui ne vit et ne se développe qu'en exploitant les peuples, à commencer par les travailleuses et les travailleurs, ne peut apporter de solution aux problèmes de l'humanité.
246. Alors qu'un quart de la population de France vit en

248. dessous du seuil de pauvreté, on a le 1% le plus riche de la population qui reçoit lui un très haut niveau de dividendes (cf. Oxfam et France stratégie) issus notamment des grandes sociétés du CAC 40. Le chiffre baisse ensuite très fortement chez les petits porteurs.
257. III – Les crises politiques, économiques et sociales
259. L'élection de Donald TRUMP est révélatrice de l'abandon de la gauche libérale des populations les plus fragiles et les plus défavorisées comme l'a reconnu Bernie SANDERS.
265. L'élection de TRUMP c'est aussi une nouvelle orientation des capitalistes de la TECH qui osent tout : la violence sociale (E. MUSK a licencié 70% des salariés de X) et le soutien affiché aux gouvernements d'extrême droite comme MILLEI en Argentine ou MELLONI en Italie et à Alice WEIDEL de l'AFD en Allemagne.
275. La mission confiée à E. MUSK, le fameux projet DOGE d'un ministère de l'efficacité gouvernementale, vise à économiser 100 milliards de dollars dans la Fonction publique et licencier 100.000 fonctionnaires a de quoi donner des idées à la droite et l'extrême droite française.
285. Avec les MAGA libertariens (make America great again), on voit venir la violence du capitalisme mêlée à un impérialisme hégémonique qui se veut le maître du monde avec sa monnaie dominante le dollar.
292. Pourtant, ces libertariens se sont gavés de fonds publics et de marchés publics.
295. L'histoire se répète : selon la théorie de DIMITROFF, quand le capitalisme n'a plus de solutions,

298. il va chercher le fascisme.
299. Trump veut annexer le Canada,
300. le 51ème état, capter le
301. Groenland
302. pour ses ressources en sous
303. sol et le canal de Panama pour
304. pouvoir
305. contrôler le commerce mondial :
306. rien de moins que cela, le tout
307. au service des Etats-Unis et
308. surtout pour l'exclusif profit des
309. milliardaires.
310. Ces solutions de faire de Gaza
311. une « riviera » pour les plus
312. riches est une insulte au peuple
313. gazaoui comme de négocier avec
314. Poutine de petits arrangements
315. pour s'octroyer des terres rares
316. en Ukraine contre quelques
317. provinces ukrainiennes est une
318. insulte au peuple ukrainien qui
319. doit rester souverain face à son
320. destin.
321. Face à ces stratégies de
322. domination des Etats-Unis, de la
323. Russie et de la Chine, la vieille
324. Europe est en profond déclin.
325. Une Europe malade de son
326. libéralisme, de ses déchirements
327. ne peut que sombrer encore
328. un peu plus face aux ambitions
329. des capitalistes américains qui
330. veulent s'ingérer et promouvoir
331. l'extrême droite pour mieux
332. développer leurs intérêts sur
333. notre vieux continent.
334. Qu'on ne s'y trompe pas :
335. l'extrême droite s'est toujours
336. couchée devant le capital !
337. Quatre gouvernements en un an
338. pour Macron !
339. Bien que battu dans les urnes,
340. usé par ses choix ultra-libéraux,
341. rejeté par 3/4 de la population,
342. le président de la République
343. s'accroche au pouvoir et
344. s'accroche à sa ligne ultra
345. libérale qui fait exploser les
346. grandes fortunes et parallèlement
347. la précarité et la pauvreté.
348. Il s'obstine à nommer des

349. premiers ministres issus de
350. groupes très minoritaires alors
351. que le Nouveau Front Populaire
352. est arrivé en tête aux élections
353. législatives du 30 juin et du 7
354. juillet 2024. Le parti marconiste
355. et la droite cherchent à imposer
356. des politiques régressives et
357. brutales sous la pression de
358. l'extrême droite pour satisfaire
359. les marchés financiers.
360. L'extrême droite aux portes du
361. pouvoir ?
362. L'extrême droite est aux portes
363. du pouvoir en France. Elle
364. est au pouvoir en Italie, en
365. Hongrie, aux Pays-Bas, et flirte
366. avec le pouvoir dans l'Europe
367. du Nord. La gauche qui a
368. été au pouvoir, incapable de
369. s'opposer au capital, a pris
370. des mesures libérales qui ont
371. déçu les peuples dans toute
372. l'Europe. A cet égard, le bilan
373. du quinquennat de François
374. Hollande est révélateur des
375. régressions sociales avec les
376. cadeaux aux entreprises (CICE,
377. CIR ...) et lois de régression
378. sociales (EL-KHOMRI ou
379. TOURNAINE).
380. La responsabilité de la CGT
381. et du syndicalisme de classe
382. est donc immense face à cette
383. menace.
384. Le projet de société de la
Fédération des Finances CGT et de
notre UFR est porteur de la paix,
du progrès économique et social
385. Ce projet, porté au sein de toute
386. notre CGT, permet de vivre
387. mieux pour tous les retraité-es
388. des Finances et à l'échelle de
389. toute la société.
390. C'est pourquoi, notre Union
391. fédérale des retraité-es est
392. engagée dans la promotion
393. de toutes ces propositions
394. auprès de nos familles et de
395. nos amis, au sein des structures
396. de la CGT que sont les Unions

397. syndicales de retraité-es, mais
398. aussi les Unions locales et les
399. Unions départementales dans
400. lesquelles nous militons pour :
401. Mettre les finances et les outils
402. financiers publics et semi
403. publics y compris européens
404. (BCE - BEI) au service de
405. l'intérêt général et du progrès
406. humain avec une nouvelle
407. politique monétaire pour soutenir
408. l'économie et l'emploi, avec un
409. crédit sélectif qui s'oppose à
410. la spéculation mais finance le
411. développement économique
412. Promouvoir les moyens
413. financiers pour l'environnement
414. et la transition écologique
415. Porter notre projet de justice
416. fiscale qui donne à l'état et aux
417. collectivités locales les moyens
418. de développer les services
419. publics dont les retraitées et
420. les retraités ont tant besoin,
421. notamment le service public de
422. santé.
423. Défendre le logement social et
424. défendre l'épargne populaire qui
425. le finance
426. Défendre l'inclusion financière
427. et les services bancaires de base
428. face à l'augmentation des tarifs
429. bancaires
430. Populariser les missions de
431. contrôles de nos administrations
432. Conserver la statistique publique
433. et garantir son indépendance
434. Evaluer enfin les politiques
435. publiques nationales, régionales
436. et locales.
437. Comme elle l'a fait pour défendre
438. la Sécurité sociale et son
439. financement, l'UFR s'engage à
440. porter tout ce projet de société
441. à travers des outils numériques
442. nouveaux comme les webinaires,
443. le dernier étant « faut-il avoir peur
444. de la dette publique ?
445. Oui, nous avons tant à faire
446. ensemble, pour changer la vie !

PARTIE II

1. ESPACE REVENDICATIF

2. L'un des besoins les plus pressants
3. pour de nombreux retraités est
4. d'avoir les moyens de vivre
5. dignement leur retraite. Après des
6. années de travail, ils aspirent à une
7. retraite confortable et à la
8. possibilité de subvenir à
9. leurs besoins essentiels sans
10. avoir à arbitrer dans leurs
11. dépenses. Aujourd'hui de
12. nombreux retraités aux finances
13. sont confrontés et particulièrement
14. les femmes à des difficultés
15. financières lourdes, en raison de
16. pensions et retraites insuffisantes,
17. de dépenses de santé élevées, de
18. loyers prohibitifs mais aussi de
19. l'envolée des prix de l'énergie, du
20. transport, de l'alimentation pour
21. ne citer que quelques exemples.

22. En 2022, la pension mensuelle de
23. retraite moyenne était de 1 581€
24. bruts, la pension des femmes était
25. inférieure de 38 % à celle des
26. hommes.
27. Il est donc crucial de garantir
28. des pensions de bons niveaux
29. et stables pour permettre
30. aux retraités de vivre dignement et
31. sans anxiété financière, en cessant
32. de les culpabiliser car :
33. 60 % des retraité·es ont une
34. pension inférieure au SMIC.
35. 31 % des retraité·es gagnent moins
36. de 1 000 € par mois, dont 74 % sont
37. des femmes.
38. 11 % des retraité·es vivent en
39. situation de pauvreté, voire
40. de misère, avec une pension
41. moyenne de 790 € par mois.
42. L'UFR finance revendique :
43. L'abrogation de la « réforme » des
44. retraites 2023 et le retour de la
45. retraite à 60ans.
46. L'abandon définitif du projet d'un
47. système à point, dont l'objectif
48. est avant tout de favoriser
49. les marchés financiers via
50. la capitalisation avec un
51. niveau de pension qui sert de
52. variable d'ajustement.
53. La CGT propose la mise
54. en place d'une pension

- 55. de réversion égale à 75 %
- 56. pour tous les régimes, sans
- 57. condition d'âge ou de plafond
- 58. de revenu et ouverte aux
- 59. couples mariés ou pacsés.
- 60. L'indexation des pensions
- 61. sur l'évolution des salaires, la
- 62. péréquation pour les retraités
- 63. de la fonction publique, le
- 64. rattrapage des pertes de
- 65. pouvoir d'achat (+de 30% en
- 66. 25 ans).
- 67. La revalorisation des pensions
- 68. au 1er janvier sur la base de
- 69. l'inflation prévue par la Loi.
- 70. Des mesures de rattrapage
- 71. salarial permettant
- 72. l'éradication des inégalités
- 73. entre les femmes et les
- 74. hommes au moment du
- 75. départ à la retraite.
- 76. Pas de retraite inférieure au
- 77. Smic revendiqué par la CGT
- 78. pour une carrière complète.
- 79. La santé devient une
- 80. préoccupation majeure à
- 81. mesure que l'on avance en âge
- 82. et les retraités ont des besoins
- 83. spécifiques en matière de
- 84. soins. Il est essentiel de veiller
- 85. à ce que les retraités aient un
- 86. accès facile à des services de
- 87. santé de qualité, y compris des
- 88. consultations médicales, des
- 89. spécialistes, des médicaments
- 90. et des soins à domicile
- 91. De plus la promotion de
- 92. prévention tout au long de la
- 93. vie doit être encouragée (suivi
- 94. professionnel) pour maintenir
- 95. la bonne santé des retraités
- 96. (suivi post professionnel)
- 97. et ainsi assurer une vie à
- 98. la retraite autonome le plus
- 99. longtemps possible en bonne
- 100. santé. Par manque de
- 101. moyens financiers :
- 102. - 700 000 retraité·es n'ont
- 103. pas de protection sociale
- 104. complémentaire en santé
- 105. et en prévoyance.
- 106. - 1,6 million d'entre elles et
- 107. eux ne se soignent plus ou peu.
- 108. L'UFR finance revendique :
- 109. De sortir d'une approche de
- 110. santé centrée sur le curatif
- 111. pour développer une
- 112. véritable politique de
- 113. prévention, d'éducation
- 114. et d'information à la
- 115. santé. En développant
- 116. le suivi médical post
- 117. professionnel avec un
- 118. examen médical annuel,
- 119. à la demande des
- 120. retraités, auprès du
- 121. médecin de prévention
- 122. de leur dernier employeur.
- 123. Une véritable
- 124. reconnaissance
- 125. des facteurs de
- 126. risques liés au travail
- 127. et son environnement ainsi
- 128. qu'un système
- 129. d'information permettant
- 130. leur traçabilité jusqu'à
- 131. la retraite. Un bilan de
- 132. santé complet avant le
- 133. départ en retraite.
- 134. La sécurité sociale
- 135. intégrale financée par
- 136. les cotisations et non par
- 137. l'impôt. La Sécurité sociale
- 138. intégrale n'implique pas
- 139. une disparition des
- 140. mutuelles et institutions
- 141. de prévoyance mais un
- 142. changement de leur rôle
- 143. en leur confiant des
- 144. missions de prévention à
- 145. l'éducation sanitaire et
- 146. d'action solidaire.
- 147. Des centres de santé publics
- 148. inspirés des dispensaires
- 149. et portés par la Sécurité
- 150. sociale et un service public
- 151. de l'aide à l'autonomie. Il
- 152. faut intégrer la prise en
- 153. charge de la perte
- 154. d'autonomie dans la
- 155. branche assurance
- 156. maladie. Pour la CGT, la
- 157. 5ème branche de la Sécurité
- 158. sociale est une erreur.
- 159. En cloisonnant la perte
- 160. d'autonomie, on
- 161. méconnaîtra
- 162. nécessairement l'ensemble
- 163. des dimensions qui font



VIE NOUVELLE FINANCES N°52

164. que cette problématique
165. est globale.
166. L'autonomie est avant tout
167. liée à la
168. santé qu'il faut considérer comme
169. un état complet de bien-être.
170. Une participation significative de
171. l'employeur à la prise en charge de
172. la protection sociale
173. complémentaire en santé comme
174. en prévoyance auprès d'opérateur
175. mutualiste unique.
176. Le logement joue un rôle crucial
177. dans la qualité de vie
178. des retraités. Selon l'INSEE, la part
179. des 75-84 ans dans la population totale
180. augmentera de 50% d'ici à 2030,
181. tandis que celle des personnes
182. âgées de 85 ans et plus continuera
183. d'augmenter pour dépasser les
184. 3 millions d'ici 2032. La question de
185. l'accès au logement digne et
186. sécurisé pour tous les retraité.e.s
187. est donc un enjeu de société.
188. Beaucoup d'entre eux aspirent
189. à vivre de manière autonome dans
190. leur propre domicile, cela nécessite
191. souvent des adaptations pour
192. rendre les logements plus
193. accessibles et sécurisés.
194. L'UFR finances revendique :
195. Un grand service public de l'habitat
196. et une grande loi d'orientation.
197. La construction de logements
198. sociaux accessibles par la
199. recentralisation à 100% à la Caisse
200. des dépôts de l'épargne collectée
201. sur le livret A.
202. La construction de résidences
203. autonomes et la rénovation des
204. foyers logements par, entre autres,
205. la mise à disposition par les
206. collectivités territoriales de
207. « foncières » (terrain propriété
208. publique).
209. La multiplication des habitats
210. intergénérationnels et des
211. maisons de retraite offrant
212. un soutien et des services
213. adaptés
214. aux besoins spécifiques.
215. Des financements
216. nécessaires
217. à l'adaptation des logements

218. au fil du vieillissement.
219. L'accès au crédit
220. immobilier facilité
221. pour l'acquisition ou la
222. rénovation
223. de l'habitation principale.
224. L'accès pour les retraités
225. quittant le parc privé aux
226. logements à loyer modéré
227. du parc propriété de
228. l'employeur
229. ou réservé auprès des
230. opérateurs HLM.
231. Parce que les retraités ne
232. sont pas des privilégiés il faut
233. une grande réforme fiscale
234. pour plus de justice sociale.
235. L'UFR finances revendique :
236. L'annulation de la hausse
237. de la CSG intervenue
238. le 1er janvier 2018, CSG qui
239. doit être à terme
240. transformée en cotisation
241. sociale. La contribution
242. additionnelle de solidarité
243. pour l'autonomie (Casa)
244. et la CRDS (contribution
245. pour le remboursement de
246. la dette sociale) doivent
247. être supprimées.
248. La généralisation de la
249. demi part pour toutes
250. les personnes vivant seules
251. ayant élevé au moins un
252. enfant pour le calcul de
253. l'impôt sur le revenu.
254. La suppression de la flat
255. tax instaurée par Macron
256. depuis 2018 qui permet
257. aux détenteurs de capitaux
258. mobiliers de ne payer que
259. 12,8 % en IR.
260. De remettre en avant
261. l'impôt sur le revenu
262. progressif avec 14 tranches
263. de 0 à 65% faisant
264. contribuer chacun au
265. budget de la nation en
266. fonction de ses facultés.
267. Le maintien de
268. l'abattement spécifique
269. de 10% sans plafonnement
270. sur les pensions et retraites
271. pour alléger la charge
272. fiscale des contribuables
273. titulaires de pensions,
274. retraites
275. La mobilité est une
276. préoccupation essentielle
277. pour les retraités qui
278. souhaitent maintenir
279. leur autonomie et
280. leur participation sociale.
281. Selon une étude de la Caisse
282. des dépôts, cette préoccupation
283. demeure importante
284. au moment du départ à la
285. retraite (choix d'implantation
286. géographique lié aux
287. origines familiales, volonté
288. de se rapprocher d'une
289. région en particulier...).
290. Des infrastructures et des
291. transports publics
292. accessibles sont nécessaires
293. pour permettre
294. aux retraités de se déplacer
295. facilement et en toute
296. sécurité. Les politiques
297. de transport doivent tenir
298. compte des besoins
299. spécifiques des personnes
300. plus âgées et garantir leur
301. participation active à la vie
302. communautaire.

303. L'UFR finances revendique :
304. - Un service de transports
305. publics adapté et abordable
306. voire gratuit pour répondre
307. aux besoins spécifiques
308. des retraités. Celui -ci
309. pourrait être financé au
310. plan national pour éviter
311. les disparités entre les
312. retraités. Cette gratuité est
313. déjà effective dans
314. quelques départements
315. ou collectivités territoriales,
316. malheureusement encore
317. trop peu nombreux.
318. La retraite aujourd'hui est
319. de moins en moins
320. considérée comme un retrait
321. de la vie collective mais
322. plutôt comme une phase
323. nouvelle de participation
324. active. A ce titre la culture,
325. le sport, les loisirs sont
326. autant de facteurs
327. importants pour
328. l'émancipation et
329. l'intégration sociale des
330. retraités. Le droit d'accès

331. aux activités sportives
332. et culturelles ainsi qu'aux
333. prestations d'actions
334. sociales de l'employeur
335. doit être renforcé.

336. L'UFR finances revendique :
337. - De conserver, entretenir
338. et développer un
339. patrimoine social centres
340. de vacances, tant au
341. ministère que dans les
342. établissements du secteur
343. semi-public.
344. - Le rétablissement des
345. chèques vacances pour
346. les retraités.
347. - De promouvoir « Loisirs
348. et Solidarité des Retraités
349. (LSR) » qui déploie des
350. activités de loisirs,
351. de culture ainsi que les
352. associations CGT
353. régionales de tourisme
354. social portées par notre
355. réseau ANCAV.
356. - La sanctuarisation de
357. leur participation dans
358. les comités
359. départementaux d'action
360. sociale.
361. - La modulation du
362. prix du repas dans les
363. restaurants administratifs
364. ou d'établissement en
365. fonction des revenus des
366. retraités.

- 17.** changer cette société... en un mot : être
18. plus efficace.
19. 1 - La continuité syndicale pour défendre
20. ses revendications avec la CGT
21. Pour rappel, en 2022, la France comptait
22. 17 millions de retraité-es pour 30
23. millions de cotisants
24. Dans un contexte de départ massif à la
25. retraite, la continuité syndicale constitue
26. un enjeu pour le syndicalisme CGT tant
27. du point de vue du rapport de force que
 de son apport au financement des luttes
28. et de son fonctionnement.
29. La revendication étant l'essence même
30. du syndicalisme, les retraité-es y ont
31. toute leur place dès lors qu'ils ont des
32. intérêts communs et des revendications
33. collectives à défendre.
34. Conformément à la démarche syndicale
35. qui est la nôtre, nous devons travailler
36. au rassemblement des retraité-es, au
37. delà de leurs différences « mais uni-es
38. par un vécu commun, un même enjeu,
39. une même revendication ».
40. Ils doivent pouvoir siéger dans toutes les
41. instances de l'action sociale et à tous les
42. niveaux qu'il s'agisse de celles de Bercy,
43. des Etablissements Publics et de la
44. Fonction publique de l'Etat.
45. Action que l'UFR mène de pair avec la
46. Fédération.
47. L'UFR Finances travaille et agit aux côtés
48. des autres UFR, de l'UFSE, pour porter
49. les revendications au niveau de la
50. fonction publique de l'état.
51. La continuité syndicale pour défendre
52. ses revendications avec la CGT :
53. Gagner la bataille du syndicalisme
54. retraité exige un double engagement :
55. - celui des actif-ve-s : le maintien du
56. syndiqué actif dans la CGT après son
57. départ à la retraite se prépare
58. et s'élabore bien en amont du départ à la
59. retraite. La connaissance des adhérents
60. susceptibles de prendre leur retraite
61. est cruciale afin de les contacter au
62. préalable et leur démontrer, si besoin,
63. qu'ils auront toujours des intérêts
64. collectifs à défendre et des droits à
65. conquérir. Car, si les revendications des
66. retraité-es sont parfois liées à celles des
67. actifs (rapport salaires, pensions /
68. cotisations), elles ont tout de
69. même de grandes spécificités.
70. - celui de l'Union Fédérale
71. des Retraité-es d'accueillir les
72. nouveaux retraité-e-s et de faire
- 73.** vivre la continuité syndicale.
74. C'est la garantie du renforcement
75. de l'organisation.
76. Chaque syndicat de la Fédération
77. est concerné et responsable du
78. suivi des adhérents au départ
79. à la retraite, sans oublier le
80. maintien dans la vie syndicale de
81. sa section.
82. La continuité syndicale, cela
83. signifie suivre le syndiqué dans
84. toutes les périodes de sa vie d'actif
85. : comment suivons-nous
86. nos syndiqués, chaque année,
87. dans nos sections, qu'ils restent
88. dans la section, qu'ils y arrivent
89. ou qu'ils en partent (Mutation
90. changement de service, en
91. retraite) ? Comment anticipons-
92. nous les départs en retraite pour
93. assurer cette continuité syndicale
94. ? comment suivons-nous nos
95. retraité-es ? sommes-nous attentifs
96. à la présence de retraités comme
97. experts dans la seule instance
98. administrative où ils peuvent
99. siéger, à ce jour, les CDAS.
100. Avec notre fédération, nous
101. exigerons que les retraités siègent
102. dans toutes les instances où ils ont
103. des intérêts à défendre.
104. A Bercy, les CDAS gèrent l'action
105. sociale y compris celle concernant
106. les retraités : loisirs, animations,
107. sorties culturelles etc... Les retraités
108. ont droit à la quasi-totalité des
109. prestations de l'action sociale ils
110. doivent partout où c'est possible
111. siéger dans cette instance
112. pour porter et défendre les
113. revendications des retraités
114. La place des retraité-e-s dans les
115. instances de nos organisations
116. est légitime, ils/elles doivent y être
117. représenté-e-s.
118. La fin de l'activité salariée n'est pas
119. la fin de l'activité revendicative.
120. Des droits restent à défendre,
121. d'autres à conquérir pour bien
122. vivre cette nouvelle page de la vie.
123. 2 - Une organisation décentralisée
124. au plus près des retraité.e.s dans
125. les territoires.
126. Un des défis majeurs auquel doit

PARTIE III

- 1.** UFR FINANCES, UN OUTIL À
2. PERFECTIONNER
3. Cette partie sur la vie syndicale
4. vise à proposer des objectifs à
5. notre UFR et à notre fédération
6. pour les années qui
7. viennent, permettant de toujours
8. mieux travailler ensemble actifs et
9. retraités à la continuité syndicale
10. et ainsi de nous renforcer, de
11. nous organiser véritablement en
12. territoire, avec pour un
13. seul but, "nous mettre en ordre
14. de marche", promouvoir le
15. syndicalisme retraité afin de
16. conquérir de nouveaux droits et

127. répondre l'UFR Finances est bien celui
128. de l'élaboration des revendications.
129. Pour y répondre, nous devons réfléchir
130. collectivement à la meilleure façon
131. d'organiser territorialement notre UFR
132. afin de ne pas perdre le contact avec
133. les syndiqué-es retraité-es en veillant à
134. les intégrer à l'activité syndicale.
135. L'organisation de l'UFR doit être
136. claire et compréhensible : la zone
137. géographique la plus pertinente est le
138. département.
139. Une organisation décentralisée avec
140. des collectifs qui fonctionnent avec
141. des animatrices et animateurs et qui
142. se réunissent régulièrement.
143. Cette organisation décentralisée est
144. impulsée par des membres identifiés
145. de la Direction Fédérale donc en lien
146. étroit avec les actifs.
147. Jusqu'à présent seuls quelques
148. collectifs départementaux ont une
149. réelle vie syndicale. A partir de leurs
150. expériences, nous nous donnons
151. l'objectif de les multiplier au cours de
152. ce mandat en ciblant les endroits où le
153. potentiel existe.
154. Nos organisations seront aussi
155. animées d'initiatives conviviales
156. et fraternelles y compris de loisirs,
157. culturelles et ou sportives.
158. Les adhérents de l'UFR Finances
159. doivent participer autant que possible
160. à la vie des USR dans leur territoire
161. 3 Formation
162. L'UFR Finances a besoin de syndiqué-
163. es formé-es et informé-es.
164. La nécessité de la continuité syndicale,
165. dans l'intérêt des salarié-es-retraité-es
166. et du syndicalisme CGT, pour reprise
167. qu'elle soit aujourd'hui dans la majorité
168. de nos structures, reste encore
169. largement incantatoire.
170. Il nous faut passer maintenant du «
171. voeu pieu » au concret.
172. La mise en œuvre de modules de
173. formation syndicale, réunissant actifs
174. et retraités, est le levier sur lequel
175. appuyer pour gagner la continuité
176. syndicale en sensibilisant tous nos
177. militants et adhérents aux enjeux
178. décrits ci-dessus. Il s'agit de mettre en
179. application l'article 21 des statuts de
180. la CGT :
181. « Les organisations de la CGT
182. recherchent entre-elles en
183. permanence la coopération, la
184. complémentarité avec les autres
185. organisations de la CGT, la prise
186. en compte des intérêts communs à

187. l'ensemble des salariés ».
188. Par ailleurs, des formations
189. thématiques doivent être
190. organisées, y compris dans les
191. territoires, en lien avec le secteur
192. formation de la fédération et les
193. USR, UD, Comités Régionaux.
194. Pour y parvenir, la Commission
195. exécutive de l'UFR doit être plus
196. représentative
197. - des territoires
198. - des différents syndicats des
199. Finances
200. - d'un équilibre entre les femmes et
201. les hommes
202. Et son animation doit être plus
203. collective pour être plus efficace
204. en ne laissant pas reposer sur
205. quelques-unes et quelques-uns le
206. poids de toute l'activité.
207. En ce sens, le règlement intérieur
208. de l'UFR ou ses futurs statuts
209. doivent intégrer plus fortement et
210. plus précisément la formalisation
211. de son activité notamment sur
212. l'organisation de la conférence et
213. la matérialité de son budget. Ces
214. évolutions devront être intégrées
215. dans les statuts de la fédération.
216. 4 -Communication :
217. La Communication, vecteur de
218. la démocratie et de la continuité
219. syndicale, est primordiale
220. dans cette période de bataille
221. idéologique intense. On l'a vu plus
222. haut le contexte exige que toute
223. la CGT soit à la hauteur dans la
224. bataille contre l'extrême droite
225. internationale. Ce secteur, tenu à
226. bout de bras est au cœur de notre
227. activité. Il exige beaucoup de
228. travail militant
229. Nous en tirons un bilan positif non
230. sans un brin de satisfaction.
231. L'information est un droit
232. fondamental des syndiqués CGT.
233. Elle contribue à rompre l'isolement
234. des syndiqué.e.s retraité.e.s
235. éparpillé.e.s sur tout le territoire
236. national, à la reconnaissance du
237. syndicalisme retraité, à en faire
238. connaître les enjeux et les défis.
239. Pour autant il faut et nous devons
240. encore améliorer ce service rendu
241. à l'adhérent : -
242. - **VIE NOUVELLE FINANCES :**
243. veiller à ce qu'il soit toujours plus
244. en phase avec les activités et les
245. expressions du terrain - à la mise
246. à jour des parutions sur le site

247. fédéral
248. **LA LETTRE** : diffusée
249. électroniquement à près de 1000
250. syndiqué-es dont la mise à jour
251. du fichier reste toujours difficile à
252. réaliser (cogiciel/ cogétise)
253. **ENSEMBLE:** l'envoi commun du
254. journal fédéral avec VNF maintient le
255. lien avec l'actualité des actifs.
256. **SITE FEDERAL ET SITES**
257. **SYNDICIAUX** : ces sites doivent
258. intégrer les différentes publications
259. des retraités pour faciliter la
260. continuité syndicale.
261. **VIE NOUVELLE** : la CE de l'UFR
262. aura pour tâche d'effectuer un
263. inventaire précis de la diffusion du
264. journal de l'UCR ce qui pourra nous
265. aider à lancer une grande campagne
266. d'abonnements.
267. La publication de tracts et de
268. communiqués complète notre
269. dispositif d'information chaque fois
270. que nécessaire.

271. **Nos objectifs :**
272. L'UFR propose de développer,
273. d'organiser, d'ancrer l'activité
274. spécifique retraité-es CGT Finances
275. au plus près des lieux de vie tout en
276. conservant un lien fort avec les actifs
277. dans les territoires.
278. Pour ce faire, la recherche constante
279. d'outils modernes de communication
280. est indispensable pour gagner en
281. efficacité.
282. L'UFR propose de s'engager encore
283. plus fortement dans la bataille
284. idéologique en maintenant un haut
285. niveau de détermination dans sa
286. communication et en renouvelant
287. les expériences de visio-conférence
288. sur les thèmes d'actualité actés en
289. septembre 2021 à La Rochelle (2
290. réunions en visio se sont déjà tenues
291. sur la sécurité sociale et la dette
292. publique).
293. L'UFR propose de travailler avec la
294. Direction Fédérale à mieux structurer
295. son activité dans les territoires à
296. travers les collectifs finances en lien
297. avec les syndicats nationaux et leurs
298. sections, les Unions Départementales,
299. les Unions Syndicales des Retraité-
300. es et les Comités régionaux
301. pour être plus en phase avec les
302. préoccupations et les revendications
303. des retraités-es et bien sûr être plus
304. efficace pour les défendre.